

Le Canada et ses alliés de l'OTAN ont reçu du secrétaire d'État Shultz un exposé complet et détaillé des progrès considérables accomplis à Reykjavik. De concert avec les autres pays membres, nous sommes déterminés à tirer pleinement parti des possibilités qui se sont fait jour au cours de la réunion. Nous sommes particulièrement encouragés par le fait que les États-Unis et l'Union soviétique se sont rapprochés d'un accord sur une formule permettant de réduire de 50 % les forces stratégiques offensives, ainsi que d'un accord visant à réduire les forces nucléaires intermédiaires en Europe et en Asie. À ce dernier égard, les deux dirigeants se sont penchés sur des propositions détaillées concernant l'instauration d'un régime de vérification adéquat. Ils ont en outre discuté dans un esprit positif des questions liées aux droits de la personne.

Nous sommes heureux que les États-Unis aient décidé de donner instruction à leurs négociateurs à Genève de faire fond sur l'important consensus intervenu à Reykjavik. Nous espérons que la partie soviétique agira de même de son côté.

Pour notre part, nous poursuivrons nos efforts au sein de toutes les instances multilatérales qui se penchent sur les forces conventionnelles, l'interdiction des armes chimiques, les techniques de vérification et d'autres aspects du contrôle des armements.

Lors de la réunion, les superpuissances ne sont pas parvenues à préciser les obligations de chacune dans le cadre du Traité ABM, ce qui reflète leurs divergences de vues sur le lien entre les systèmes d'armes offensives et défensives. Nous nous réjouissons de ce que les États-Unis aient proposé de continuer d'adhérer au Traité ABM pour une période de 10 ans, tout en réduisant progressivement les forces stratégiques offensives.

Depuis leur sommet à Genève, le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev ont transformé radicalement le climat de pessimisme qui régnait quant aux possibilités de progrès concernant le contrôle des armements. Dans un domaine aussi complexe la situation n'évolue que lentement, et nous croyons que la rencontre de Reykjavik marque un nouveau pas important vers la conclusion d'un accord pratique du genre que nous recherchons tous.